

L'inaction climatique, la ligne assumée du RN

Le parti s'oppose à toutes les mesures contre le réchauffement de la planète pour « coller » à l'électorat

Clément Guillou

Le Rassemblement national (RN) ne s'émeut pas des difficiles négociations de la 29^e Conférence des parties pour le climat (COP29), entrée en prolongations, samedi 23 novembre, à Bakou, en Azerbaïdjan : voilà longtemps que le parti rejette le principe de la diplomatie climatique, et sa notabilisation n'y a rien changé.

En amont de la COP29, le RN et ses alliés européens ont tenté, par amendements, d'infléchir la résolution du Parlement européen (en quelque sorte le mandat de sa négociatrice) pour y supprimer l'objectif de réduction des émissions de méthane, minimiser le poids du secteur agricole dans les émissions de gaz à effet de serre ou supprimer l'objectif d' « *un traité de non-prolifération des combustibles fossiles* ». Le fonds d'aide à l'adaptation au réchauffement climatique des pays émergents, principal enjeu de la COP29, n'échappe pas au scepticisme lepéniste : « *L'écologie mondiale crée de nouveaux produits financiers pas forcément heureux, qui circulent à travers la planète et aboutissent dans des systèmes obscurs sans que leur utilité soit vérifiée* », accuse Mathilde Androuët, députée européenne et l'une des très rares au RN à suivre les questions environnementales.

Cette dernière estime qu'un « *fonds philosophique technophobe* » et « *hostile au développement économique* » sous-tend l'ensemble des politiques environnementales actuelles, et dénonce les contradictions de ce qu'elle appelle ironiquement « *la religion verte* » : l'importation de gaz d'Azerbaïdjan ou de gaz naturel liquéfié des Etats-Unis, les traités de libre-échange accélérant le commerce mondial et les émissions associées. Le discours, en façade, est rodé et calque parfois les récriminations des organisations non gouvernementales. Mais l'argumentation, hésitante, revient toujours aux deux mêmes propositions présentées comme un remède universel : baisse drastique des échanges internationaux et conversion de la planète au nucléaire.

Le logiciel du RN repose sur une connaissance imparfaite du sujet, comme la part de la France dans les émissions de gaz à effet de serre mondiales ou, plus inquiétant, la responsabilité totale de l'homme dans le réchauffement climatique. « *Le réchauffement est incontestable mais la part de l'homme n'est pas très clairement déterminée : le GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat], lui-même, ignore ce qui relève de l'anthropique et ce qui relève des cycles* », affirme Mathilde Androuët. Synthèse la plus complète sur la question, le dernier rapport de synthèse du GIEC, publié le 20 mars 2023, est pourtant formel : il attribue de manière irréfutable l'intégralité du réchauffement en cours aux activités humaines.

Produit d'une génération directement concernée par le changement climatique, le président du RN, Jordan Bardella, avait promis d'engager son parti sur la voie de la raison et du sérieux en

matière environnementale. « *Je crois vital que nous, le camp national, ne nous comportions pas comme la gauche se comporte à l'égard de l'immigration depuis trente ans, c'est-à-dire dans une forme de déni* », formulait-il en avril 2023, lors d'un débat organisé par Valeurs actuelles face au journaliste Hugo Clément. Le même mois, pour parfaire cette séquence, il prenait la parole au Parlement européen pour commenter le dernier rapport du GIEC. A l'époque, un groupe de travail sur le sujet avait été mis en place au sein du RN. Il a connu une poignée de réunions avant de s'éteindre. Un autre vient de naître sous la forme, pour l'heure, d'une boucle WhatsApp, indique Mathilde Androuët.

Un livret regroupant les propositions du parti en matière environnementale, chiffrées et argumentées, et posant les bases de sa réflexion – notamment sur le respect ou non des engagements climatiques de la France –, était annoncé en 2023. Les travaux, dirigés par le conseiller régional d'Auvergne-Rhône-Alpes Andréa Kotarac, sont restés dans les cartons. Porté disparu également : un livret sur l'eau, coordonné par le député du Var Philippe Schreck. « *L'actualité politique a été tellement dense que cela n'a pas été notre priorité*, excuse Mathilde Androuët. *Nous ne l'oublions pas pour autant, mais entre urgence climatique et détresse politique et économique, nous priorisons la seconde.* »

Ligne de conduite

Depuis, le président du RN semble avoir fait du déni une ligne de conduite : si le parti a bien intégré les questions environnementales à son logiciel, c'est pour mieux s'opposer à toutes les mesures visant à résoudre le problème, à l'exception de celles facilitant le développement de l'énergie nucléaire. Ce virage correspond, comme souvent au RN, à l'évolution de l'électorat, chez qui le climatoscepticisme augmente. Dans une enquête publiée jeudi 31 octobre, l'ONG Parlons climat montre que le rejet de l'écologie politique, la volonté de défendre son mode de vie et le sentiment d'impuissance alimentent un « *climatoscepticisme ordinaire* » dans une part croissante de l'opinion, qui représente désormais plus d'un tiers de la population française.

Interrogé, lundi 18 novembre sur BFM-TV, sur la tension du marché de l'immobilier, Jordan Bardella en profitait pour développer une réflexion qui résume parfaitement l'approche actuelle du RN : « *Je suis en faveur d'un assouplissement des critères du ZAN [pour zéro artificialisation nette, dispositif législatif visant à limiter l'artificialisation des sols] parce qu'aujourd'hui on ne peut plus louer. L'écologie c'est bien (...) mais si demain on ne peut plus se déplacer, qu'on ne peut plus prendre l'avion, qu'on ne peut plus construire parce qu'il y a une petite plante verte à côté qu'il faut sauvegarder, eh bien c'est très beau mais on sera tous morts.* » Avant de minimiser les émissions de gaz à effet de serre de la France, en les divisant par trois.

Le récent livre du président du RN témoigne également de l'abandon de toute ambition en la matière. Une phrase est consacrée à « *la nécessaire réduction des gaz à effet de serre* » et à « *la hausse de certains cancers, la montée alarmante de l'infertilité dans les pays développés et la pollution de l'air, des océans et des sols couplée à l'effondrement de la biodiversité* ». Mais après ce constat suit une charge contre « *l'écologie punitive qui taxe, interdit et culpabilise* », et précède un appel à lever les interdictions d'utilisation des produits phytosanitaires ou la commercialisation des voitures à moteur thermique, responsables de ces maux.

Un discours qui a fait ses preuves électorales à l'occasion de la campagne des élections européennes du 9 juin, dont la lutte contre « *l'écologie punitive* » fut un pilier. « *Pour nos*

électeurs, l'écologie est un repoussoir », admet un député RN, sous le couvert de l'anonymat, constatant que « *le discours se résume à taper sur les écolos, ce qui marche très bien vis-à-vis des entrepreneurs. Mais ça risque à un moment de se heurter au réel : à la prochaine catastrophe, on va nous tomber dessus et on sera à la bourre* ».

Andréa Kotarac, l'un des derniers représentants de la stratégie « localiste » du RN, parenthèse de communication « verte » de Marine Le Pen lors de la décennie 2010, assure que la ligne du parti n'a pas changé et que « *le RN valide l'ensemble des travaux du GIEC* ». Les évidences sont toutefois contre lui, et pas seulement parce que plusieurs députés continuent de railler les travaux scientifiques ou de nier la responsabilité du changement climatique dans la multiplication des événements extrêmes. Le parti adopte désormais un discours libéral productiviste mâtiné de relativisme : une critique « moderniste » de l'écologie nécessairement liberticide, imposée à droite par le philosophe Luc Ferry et relayée par Eric Zemmour et la presse conservatrice, comme analysé dans l'essai *La Tentation écofasciste*, de Pierre Madelin (éd. Ecosociété, 2023).

Les récents débats à l'Assemblée en ont apporté un nouvel exemple. Le 31 octobre, lors de sa niche parlementaire, le RN a défendu la suppression des contraintes de rénovation thermique des bâtiments. Le bâtiment est l'un des secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre en France (16 % du total). « *Nous avons atteint un palier quasi incompressible en matière d'émission de CO2 dans le parc résidentiel français, déjà largement décarboné* », a pourtant assuré le député présentant la niche, Frédéric Falcon (Aude). *Bien avant les effets du réchauffement climatique, les Français et notre économie mourront asphyxiés par les taxes et contraintes.* »

« Ils nient la gravité »

Pour son contre-budget 2025, le RN trouvait une grande partie de ses pistes d'économies dans les dépenses en faveur de l'environnement : baisse du fonds vert (un dispositif pour accélérer la transition écologique dans les territoires), des subventions aux énergies renouvelables, internalisation de tous les opérateurs gouvernementaux travaillant à la protection de la biodiversité ou à la transition énergétique. Dans le sens inverse, le RN refusait toute fiscalité environnementale et proposait de nouvelles dépenses fiscales « brunes » – néfastes à l'environnement –, notamment la baisse des taxes sur les carburants.

Dans un amendement cosigné par Marine Le Pen, la députée de Tarn-et-Garonne Marine Hamelet proposait la baisse de 360 millions d'euros des crédits de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour la « *prévention des risques* ». De quoi interloquer ses collègues, élus de circonscriptions frappées par les tempêtes, les inondations et les canicules, qui interpellent fréquemment les décideurs sur les moyens alloués à cette tâche. Dans son exposé des motifs, Marine Hamelet écrit : « *L'Ademe est une agence qui se fait souvent la courroie de transmission d'une idéologie faussement écologique (...). Elle soutient également une pléthore de projets dont l'utilité réelle paraît quelque peu obscure.* » Un exemple ? « *L'adaptation au changement climatique.* »

Certaines conversations avec les élus RN interrogent sur leur connaissance des enjeux climatiques. Quelques-uns se renseignent de manière individuelle, tels les députés Thomas Ménagé (Loiret) et Jean-Philippe Tanguy (Somme), en visite il y a un an au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement auprès de contributeurs du GIEC, la climatologue Valérie Masson-Delmotte et le physicien François-Marie Bréon. « *Depuis, j'ai regardé leur*

programme sur le climat : il n'y a rien. C'est nucléaire, nucléaire, nucléaire, déplore ce dernier, pourtant farouche partisan de l'atome. Ils ne nient pas le réchauffement climatique mais en nient l'urgence et la gravité ; en ce sens, ils sont néfastes. »

Certains élus RN semblent même propager de bonne foi de fausses informations. Ainsi de l'affirmation selon laquelle les inondations en Espagne seraient notamment dues à la destruction de barrages dans la région de Valence, dans le cadre de la stratégie européenne de restauration de la nature. De fait, l'Espagne a supprimé de très nombreux barrages et digues ces dernières années dans le but de libérer les cours d'eau. Mais il s'agissait de petits barrages obsolètes et, dans la province de Valence, seulement deux écluses ont été démolies.

Ce mensonge a toutefois été largement propagé par l'allié espagnol du RN, le parti Vox, ouvertement climatosceptique. Ce contre-feu permet de faire oublier que Vox, ancien allié de la droite au pouvoir dans la communauté de Valence, a empêché la création d'une mission de réponse aux catastrophes climatiques et baissé les budgets consacrés à la transition... comme le promet le RN.

Dans les causes du drame valencien, Mathilde Androuët souligne aussi « *la surbétonnisation des côtes* ». Interrogée sur le risque que l'assouplissement du ZAN encourage ce phénomène en France, elle répond : « *Certaines extensions de zones commerciales dans les grandes métropoles n'ont aucun sens, mais certaines villes moyennes ont besoin d'un sursaut économique. Il ne faut pas mettre en concurrence la nature et le développement humain. Entre les inquiétudes climatiques et le quotidien des Français, notre hiérarchie est claire.*